L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, RUE CHARTRES.

Journal hebdomadaire, ... $10 / payable d'avance
Do ..... $12 50 / pour six mois.
Do ..... $15 / pour un semestre, etc.

CANDIDATS WHIGS
CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE,
POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS
WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO.
POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS,
JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.

NOUVELLE-ORLEANS;
MARDI MATIN, 4 FEVRIER 1840.

DU RAPPORT DU GRAND JURY.
Deuxieme Article.

Après avoir établi les principes, le Grand Jury appelle l'attention publique sur un vice non moins monstrueux, et non moins funeste : *l'irrogerie qui est la cause première des neuf dixièmes des crimes commis dans ce district.*

Il est plus aisé de voir que toutes les mesures prises jusqu'à présent contre ce vice dégradant, sont demeurées sans résultat. On avait espéré que l'augmentation de taxe imposée par le conseil général sur les cabarets, aurait pour résultat d'en réduire le nombre : l'expérience a prouvé qu'on s'étourdit, puisque, malgré cette surcharge de taxes, le nombre de cabarets n'est en rien diminué.

Ce mauvais résultat des efforts tentés jusqu'à présent ne doit pas décourager ceux qui seraient le nécessité impérieuse d'une réforme ; mais nous croyons que le moyen proposé par le Grand Jury est irréalisable dans la pratique. En effet, le Grand Jury voudrait que l'*irrogerie habituelle* fut constituée "comme un crime et punie de l'emprisonnement dans une maison de travail." Mais comment devrait on entendre cette expression *irrogerie habituelle* ?

On sent qu'il y aurait nécessairement, dans les poursuites dirigées contre l'*irrogerie*, beaucoup de difficultés et, ce qu'il y a de pire, beaucoup d'arbitraires, chose qui ne pourrait manquer d'entraver la bonne et prompte administration de la justice. Peut être s'apercevra-t-on en y réfléchissant qu'il est presque impossible d'expliquer sur ce compte pour des faits de la tempérance une peine légale, sans exposer à commettre à chaque instant des injustices.

Un remède plus sûr, quoique son action soit lente, c'est la répression de l'opinion publique. Le jour où tout homme qui se respecte rougira d'être vu en compagnie d'un homme ivre, le jour où la société reprouvera de son sein les ivrognes, l'*irrogerie* aura disparu : parce que les hommes sont avant tout avides de considération et qu'ils évitent avec soin tout ce qui pourrait la leur faire perdre.

Mais l'érection d'une maison de travail est une amélioration trop importante dans notre système pénitentiaire, pour ne pas appeler à la suggestion du Grand Jury. Nous revendrons sur ce sujet dans un prochain article que nous nous proposons de consacrer à cette partie de ce rapport qui concerne les prisons.

On sait que nous avons toujours soutenu la nécessité d'empêcher la libre introduction dans notre Etat des personnes de couleur libres, car il n'est pas permis de douter que leur action ne soit funeste au libre esprit de notre population esclave. Que les gens de couleur des divers Etats qui ne glissent parmi nous, soient ou non des missionnaires des sociétés abolitionistes du Nord, il n'en est pas moins prouvé par une longue expérience que leur fréquentation détermine toujours l'évasion de nos esclaves. Espérons donc que la Législature, prenant en considération ce suggestion du Grand Jury, n'occupera sans doute de nouveau du bill présenté à la dernière session, et qui n'en pas dont l'urgence ne soit plus généralement sentie, il n'en est pas dont la nécessité soit plus grande.

ABOLITIONISTES ET LOCO-FOCOS.

Certains faits auxquels on n'accorde peut être pas assez d'attention, pouvant donner la mesure de la bonne foi et de la conscience qui préside aux actes et aux paroles du parti loco-foco. Au moment où l'on peut voir penser que M. Clay serait élu dans la Convention de Harrisburg, la presse de l'administration s'efforçait de le faire passer pour un abolitioniste, mais à peine le général Harrison est-il choisi qu'elle change de ton et prétend que M. Clay a été rejeté parcequ'il n'est pas abolitioniste.

Ce n'est pas la seule manœuvre de ce genre. On crut un instant que la Convention avait élu le général Scott, aussitôt le *Globe* prit le parti du général Harrison et déclara hautement qu'il était indigne à la Convention d'avoir mis en oubli les longs services, l'immense popularité et le patriotisme de l'illustre soldat pour prendre un homme qui avait comparativement peu de droits à la confiance des whigs, mais on n'eut pas plutôt la certitude que la nouvelle était fausse et que Harrison était nommé, que le *Globe* attaqua sur le champ ce dernier, le traitant de pauvre vieux fou et cherchant à le rendre solidaire des coupables menées des abolitionistes. Ces attaques durent encore et du retour probablement jusqu'à ce que le général soit élu président : alors sans nul doute le *Globe* sera tout prêt à jurer ses grands dieux que le général Harrison a toujours été l'homme de son choix. Admirable logique !

Il y a autre chose encore : la presse de l'administration qui affecte tant d'horreur pour le négrophilisme cette presse pleine de candeur qui déchire si hautement contre l'abolitionisme, se rejouit de l'élection de Marcus Morton, comme gouverneur du Massachusetts et verse des pleurs sur l'échec éprouvé par Governeur Van Buren candidat à New-York pour un siège dans le sénat des E. U.

Or, Marcus Morton et Gerrit Smith, tous les deux candidats Van Burenistes, sont tous les deux aussi dans l'état auxquels ils appartiennent les chef de la faction abolitioniste !

Voici du reste une observation générale qui pourra ouvrir les yeux des habitans du sud sur les coureurs de la presse administrative et les mettre en garde contre ses manœuvres ; dans le sud, tous les journaux loco-focos dénoncent le général Harrison comme un abolitioniste ; au nord, les feuilles du même parti sont toutes en faveur de l'abolition. Pendant que la presse agit ainsi, les *loco-focos eux-mêmes* suivent les mêmes erremens et choisissent pour candidats à tous les offices des abolitionistes : Marcus Morton, abolitioniste et gouverneur du Massachusetts ; Gerrit Smith, abolitioniste, est porté à New-York pour un siège au sénat des E. U, le frère d'Arthur Tappan, abolitioniste, représente l'Ohio dans cette assemblée, et nous pourrions sans peine en grossir la liste.

Si l'on considère les faits que nous venons de citer dans leur relation avec l'histoire de l'abolitionisme de pour le moment bien n'est élevée la question de Missouri jusqu'à ce jour, il en résultera cette irrésistible conclusion qu'il existe dans le nord la plus étroite sympathie entre les abolitionistes et les loco-focos. Cette sympathie est due surtout aux services signalés que M. Van Buren a rendus à la cause de l'abolition, et elle a pour une nouvelle force dans la haine vouée par cette détestable faction au général Harrison, pour la vigoureuse et patriotique opposition qu'il a faite à ses doctrines et à ses plans, tout aussi bien dans la chambre que en face du pays. Les abolitionistes n'oublieront jamais la conduite du général Harrison dans la question du Missouri : c'est dans cette mémorable circonstance, on le sait, que M. Van Buren s'assura la faveur de ces ennemis du sud.

Nous recommandons les faits que nous venons d'exposer aux réflexions des habitans du sud. Nous pensons qu'ils suffiront pour prouver l'union intime qui existe entre le parti Van Buren et les abolitionistes, pour nous garantir contre de nouvelles trahisons.

Résumons-nous : A New-York, l'*Evening Post*, à Philadelphie, l'*Pennsylvanian*, soutiennent vivement les principes de l'abolitionisme ainsi dans les deux plus importantes cités de l'Union, dans les deux centres du commerce et de la politique, les deux organes principaux de l'administration sont abolitionistes. N'est-ce pas une preuve suffisante de relations intimes entre les deux factions du Nord ? La presse loco-foco du Sud aura beau dire tout ce qu'elle voudra, rien ne saurait détruire un pareil fait ; elle aura beau prétendre que M. Van Buren n'est pas en faveur de l'abolition, ces dénégations, en présence de ce fait, seront sans aucune valeur. Abolitionniste dans le Nord, le parti loco-foco prétend en même tems être le véritable défenseur des intérêts du Sud, n'est-ce pas la une amère dérision ?

Avant d'oser élever une pareille prétention, les orgaues de ce parti devraient bien s'entendre un peu mieux. Ils devraient ne pas se faire les héraults de l'abolitionisme dans le Nord, tandis qu'ils déclament contre lui dans le Sud. Les journaux Whigs ont eu maints, à quelques exceptions sans importance près, le bon esprit d'être d'accord sur ce point et de résister énergiquement à ces funestes doctrines. C'est une justice qu'on ne saurait nous refuser. A qui donc doit revenir le titre de défenseurs des intérêts du Sud ? Les hommes désintéressés n'auront pas de peine à le décider.

BANQUE DES CITOYENS.

Les personnes dont les noms suivent ont été élues à cet jour ses actionnaires, directeurs de la Banque des Citoyens :

L. G. Hildebrand,
A. D'Dubuy,
R. Brugier,
Ed. Sonet,
La. Lobrun,
H. B. Cenas.

BANQUE DE L'UNION.

Ont été élus hier directeurs de la Banque de l'Union de la Louisiane par les actionnaires :

MM C. Adams Jnr.
G. B. Mahon,
Chr. Deblanc,
J. H. Laverich,
A. Barrow,
J. F. Miller.

THEATRE D'ORLEANS.

L'espace est si bien mesurée en ce moment au feuilleton qu'il nous faut renvoyer à quelques jours le compte-rendu de *Richard Savage*. Ce drame a vu confirmer dimanche, en audience solennelle, le succès obtenu vendredi presque à huis-clos ; et ce succès n'est sans doute pas à sa fin encore. Nous aurons donc le tems de dire notre avis.

Entre *Richard Savage* et la *Famille Improvisée* qui faisaient les frais de la représentation de dimanche, nous avons dévoré acteur par Mr. Mollan au moreau de Bérist, et par Forebastre, l'ouverture de *Guillaume Tell*. M. Mollan est un artiste de mérite, mais il n'a pas ce qu'il faut, ce nous semble, pour réussir dans une grande salle : on dirait à côté de nous qu'il éprouve plaisir dans un cabinet ; c'est sans doute dans un boudoir que l'on voudrait dire. Cet effet le jeu de M. Mollan est tellement doux, tellement mêlé léger qu'un boudoir serait le seul endroit peut-être que pourrait remplir les sons de son violon ; nous étions fort près de la scène et c'est à peine si nous entendions. Nous ne prétendons pas juger d'une manière définitive après une première audition, mais il nous semble que ce jeune artiste a de la finesse, de la

Richard Savage et la *Famille Improvisée* délicatesse dans l'exécution, il manque tout-à-fait de fermeté, de largeur et de verve. Ces qualités sont indispensables sur le violon partout car cet instrument est peut être celui auquel le musicien doit le plus demander et dont il peut le plus obtenir il faut le traiter durement, le traiter en maître, le dompter, et ne pas avoir l'air de craindre le toucher comme le fait M. Mollan. La douceur est aussi convenable sans belle chose ; mais elle devient fade bien vite quand rien la relève.

C'est une assez singulière idée que de venir, je ne sais à quel propos, exécuter l'ouverture de *Guillaume Tell* ; que faut il pour rendre cette musique d'une manière digne d'elle ? Il faut un nombre de musiciens convenable, et notre orchestre, tout bien composé qu'il est, ne saurait pas parvenir ; il faut quatre violoncelles au moins et, si nous comptons bien, nous n'en avons que deux. — Ah ! pardon, nous oublions cet excellent Vieuxtemps qui, ce soir là, ne jouant pas sur le théâtre, s'était mêlé comme seconde basse ! — Il faut avant tout un haut bois ; et nous n'avons plus de haut bois ! L'ouverture de *Guillaume Tell* sans haut bois ! Concevez vous une pareille mollitude. Que deviennent sans haut bois ces délicieuses réminiscences du *Ranz des Vaches* ! Que deviennent ces charmantes causeries de la flute et du haut bois qui s'acca front si bien entre l'introduction et la marche finale ! Que deviennent après cela et cette introduction elle-même qui devrait être dite par quatre violoncelles au moins, et toute marche si triomphante où tant de voyez éclate, cette marche qui devrait être enlevée par cent cinquante musiciens ? Tout cela s'est effacé ; la marche a été assez vivement exécutée, il est vrai, mais où est la puissance qu'elle demande ? Les violoncelles ont fait de leur mieux ; mais que peuvent-ils, incomplets comme ils l'étaient ? La clarinette..... ah ! permettez-moi de n'en rien dire ; je serais injuste pour elle ; car, en l'entendant, malgré moi j'avais dans la mémoire les sons ravissans de ce haut bois qui retentit si bien dans les montagnes, et dont la voix claire et vibrante sait émouvoir si vivement les organisations les moins sensibles et les moins nerveuses ! L'ouverture de *Guillaume Tell* sans haut bois ! C'est à n'y pas croire !

P. A.

Nous voyons dans le *Natchez Courier*, du 31 janvier, qu'une des personnes impliquées dans le vol de *Grand Gulf* a été arrêtée à bord du steamer Clairborne. On a trouvé sur lui pour deux mille pastres de bijoux provenant de ce vol. Son nom est Clinton Clarke, et il déclare que deux autres personnes ont participé au vol.

Nous apprenons que la manière et les bijoux trouvés sur la personne de Wilson, arrêté vendredi dernier par la police de la première municipalité, appartiennent à M George Holland dé cette ville, à qui ils avaient été soustraits.

Nous avons reçu des journaux de Nassau jusqu'au 16 du mois passé. Nous y trouvons que les habitans des îles de Bahama souffrent beaucoup de la disette et des maladies, et qu'ils se plaignent amèrement de la négligence qu'on a montrée à leur égard. Le gouverneur qui a pourvu à tout, a été obligé de faire donner des ordres aux médecins et de faire donner des provisions à ceux qui sont en proie à la famine.

Ces journaux donnent des nouvelles plus récentes que celles que nous avons de la Trinité et de la Jamaïque. La navire Triple Elizabeth est arrivé à ce premier port, ayant à bord 300 émigrans suisses qui sont venus dans l'intention de se mettre au service des planteurs.

La récolte du sucre que l'île de la Trinité a faite en 1838 a donné 800 boucauts de moins que celle de 1837. L'agriculture et le commerce y sont plus prospères depuis quelques mois.

Les bâtimens américains dont les noms suivent, sont entrés en relâche à Nassau :—Brick Bright, Tampico ; Loring, capitaine Ballad, venant de la Baie Franklin (Louisiane) ; et allant à New York, goelette Thetis, capitaine Jacob A. Dorn, partie de la Nouvelle Orléans et allant à Wilmington, Caroline du Nord.

Il paraît qu'à Demarara les gouverneurs anglais règlent et gouvernent seuls, sans le bill établi présenté aux législatures locales par le duc actuel à cet effet. C'est dit-on afin de prévenir les maux qui résultent de la publication des journaux rédigés par des indigènes qu'on a agi ainsi. A cette occasion le gouverneur s'est exprimé en ces termes : "Je ne désire faire un acte d'oppression contre personne ; mais des journaux portant de grands torts à cette colonie, et l'on trouverait par l'expérience qu'il en est ainsi. Je suis investi du droit d'accorder ou de retirer de patentes à cet égard, et, ni le blâme, ni les menaces, ne m'empêcheront d'user de ce droit, lorsque j'en verrai la nécessité. — *Courrier.*

SENAT DE LA LOUISIANE.
Présidence de M. Garcia.
Séance du 3 février.

M. PORCHE, au nom de la section spécial auquel avait été référée la pétition de la congrégation de l'église catholique romaine de St. Francois, présente un bill pour amender la charte de cette église.

M. ROSSIER, au nom du comité auquel avait été renvoyée la pétition de quelques habitans de Caddo, introduit un bill pour venir au secours de l'académie de cette paroisse.

Le président communique une communication écrite de M. le juge Felix Bosworth, en réponse aux résolutions adoptées à vendredi dernier, dans laquelle ce juge désigne publ, 6 février pour le jour de son jugement dans la cause d'accusation à laquelle époque il procèdera une adresse et une motion fixant l'ouverture de son procès. La communication contient aussi une renonciation aux délais que lui accorde la règle mensuelle du Sénat pour le service des citations.

Sur motion de M. Briscoe, l'inscription de ce document sur le journal du Sénat est ordonnée.

Après quelques réflexions de M. Mouse pour demander que l'on fixât quelque autre jour que celui proposé dans cette instance, M. White présente la résolution suivante qui est adoptée sans opposition.

Résolu, que si l'honorable F. X. Bosworth consent librement, par écrit à retrancher au service des citations et au délai accordé par les réglemens du Sénat à la partie accusée, qui il assigne un jour précis pour sa comparution devant le Sénat, siégeant en Cour de justice, à l'effet d'instruire de l'affaire résultant des chefs d'accusation portée contre lui par la Chambre des Représentans, alors le Sénat prendra une décision à ce sujet.

La séance est levée et ajournée à demain, à 11 heures du matin.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.
Lundi, 3 Fevrier 1840.

M. PICHOT présente une pétition d'un grand nombre de citoyens de la 11e Municipalité No. 3, demandant l'incorporation de la dite municipalité avec la Première. Renvoyée à une députation composée de Représentans de la Nouvelle-Orléans.

M. MOUTON présente une pétition des citoyens de la paroisse de Lafayette, demandant le renouvellement de la route de Mire (Mire's Road or Brandt). Renvoyée à un comité spécial.

M. F. D. Conrad, présente un mémoire de Ch. H. Emerson, résidant en la paroisse de Carroll, alléguant de nouvelles charges contre Felix Bosworth. Renvoyé à un comité spécial.

M. PICHOT présente une pétition de deux citoyens de la Nelle-Orléans pour être autorisés à adopter une orpheline qu'ils ont recueillie.

M. MUSE présente une résolution tendant à faire remettre dans les mains du greffier de la Cour de District du Nouveau-Lafayette les divers livres de droit qui ont été détruits. Adoptés.

M. PATTEN présente une résolution fixant à jeudi, 9 août, l'élection du Trésorier de l'Etat. Adoptée.

M. BRASHEAR, au nom du comité chargé d'examiner le bill des travaux publics, fait son rapport et propose l'adoption avec quelques amendemens.

M. PHELPS présente un bill pour changer certaines sièges d'élection dans la paroisse de Concordia.

M. LOCKETT présente deux bills, l'un pour amender les lois de l'Etat relatives à la Compagnie de la Presse à Coton de la N. O. et l'autre pour faire publier de nouveau certaines lois de l'Etat.

M. PICHOT introduit un bill pour amender divers actes relatifs à la Cour de Police.

M. RATTLIF présente un bill pour amender un acte accordant le privilège à certaines personnes y dénommées, d'établir des Ferrys. Première et seconde lecture.

Sur motion de M. Garnnie, la Chambre passe à la discussion du bill nommant trois assesseurs des taxes de la paroisse d'Orléans. La première section a été amendée, et le bill tout entier a été enregistré pour une troisième lecture.

ORDRE DU JOUR.

Par un message, le sénat informe la chambre qu'il a agréé sans adhésion le bill accordant une allocation à J. Salser, et à un amendement au bill amendement l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de Natchitoches. Par le même message, la chambre est informée que le sénat donne son adhésion au bill nommant les assesseurs des certaines paroisses, et un autre bill chargeant le bureau des travaux publics de faire un canal sur Chûtes de la Rivière Rouge. Le sénat demande aussi le concours de la chambre pour un bill relatif à la promulgation des lois de l'Etat.

Le bill introduit par M. Muse pour amender la loi sur les acquêts est adopté après sa troisième, lecture ainsi que le bill pour maintenir l'incorporation de la ville de Lafayette.

M. MUSE présente un bill pour instituer des juges assistans dans différens districts de l'Etat. Renvoyé au comité judiciaire.

M. GUION présente un bill pour amender le code noir.

Le bill créant un notaire public additionnel dans la paroisse de Catahoula et pour d'autres objets, a subi sa seconde lecture et a été suite depuis indéfiniment sur le bureau.

La chambre s'ajourne.

Décédé hier, à cinq heures de l'après-midi, Mr. François DUMAS, âgé de 70 ans, natif de Bordeaux. Son corps est exposé à son domicile, à l'encoignure des rues Apollon et Rotherige, dans le Nouveau Carrollton. Les amis et connaissances sont priés d'assister à son convoi funèbre qui aura lieu aujourd'hui à 3 heures de l'après midi.

4 fev—1

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Navire Canton, (ang.) Gibson, Liverpool,
F de Lizardi & co
Old England, [ang.] Holmes, Liverpool,
F de Lizardi & co
Hanover, Martin, Boston, } & J P Whitney
Brick Vera Cruzan, Grigs, Havane, } R Groning & co
Gen'l Montgomery, Sawyer, Philadelphie, } R H Dixey
Emblem, Kenney, Matanzas, } D Goldsmith
Brick Mary Bernard, Pitcher, en 12 jours de Savannah, au capitaine.

Brick James, Spencer, de Nassau, N. P. à J W Zacharie & co.

Brick Dilgren, Baker, en 25 jours de Portland, Me. à Bedford & Buck.

Goel. Foam, Baker, de Wilmington, par la voie de Nassau et Key West.

Steamer Velocipede, Wright, des Natchitoch — avec du coton, &c.

Steamer North America, Grise, de Vicksburg— avec du coton, &c.

Steamer H. L. White, Wilson, de Nashville, charg— de produits.

Steamer Iowa, Robertson, de la Ville de Yazoo— avec du coton, &c.

Steamer Hannibal, Bradish, de Shreeveport, avec du coton, &c.

MEMORANDA.

Relâché le 23 jan. sur les bancs de Bahame, navire Harmony, du Havre pour la N. Orléans.

Laissé à Nassau, N. P. le 28 janvier, le brick am Swiss Boy, en réparation ; goel. am. Thetis, condamné, brick Pampaco, de Franklin, en réparation ; brick P. C. Challeru et un brick Esp. (noms inconnus) tout échoués près de Nassau.

CAFE, RIZ—78 sacs beau et bon café,
20 tierces riz de la Caroline,
20 barils arrobas maïsic, à vendre par
4 fev 3 E. LATAPIE.

FROMAGES, BEURRE—
25 fréquins beurre
200 caisses bougies
100 do chandelles
31 jan

CAFE—600 sacs café nouveau de la Havane,
200 balles tabac en feuilles, 6 balles coton à drap
Russie, 10 belles calèches doubles, 100 caisses liqueurs, 1500 de rasins MR., 600 milliers cigares de toutes qualités, à vendre par
31 jan COCULLU, LAPEYRE & Co.

DOUBLONS—200 doublons à vendre par
31 jan COCULLU, LAPEYRE & Co.

OFFICIEL.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.
Seconde Session—Quatorzième Législature.
JOURNAL DU SENAT.
Jeudi, 30 janvier 1840.

Le Sénat s'est assemblé conformément à l'ajournement.

Membres présens : MM. Felix Garcia, juge-district, Bouvier, Decros, Dupré, Verbrugge, Downs, H. W. Hunter, Penn, Porche, Scott, Sparrow, Thibodeaux et White.

M. Hivert, président du comité auquel auque avait été référée la pétition de M. John King, a rapporté le bill suivant, lequel a subi sa 1re lecture.

"Acte pour vendre un lot appartenant à J. Kerr." M. Hivert fait un rapport favorable sur la pétition de M. Kerr, et demande que le bill soit lu pour la seconde fois.

Sur motion de M. Derbigny et après discussion des règles, le bill introduit

"Acte pour prolonger l'incorporation de la ville de Lafayette" a subi sa 2de lecture

Ledit bill a été amendé et sur motion après discussion des règles, il a subi sa troisième lecture et a passé.

M. Forstall, secrétaire intime du gouverneur, a déposé un message écrit de Son Excellence.

M. Bossier a présenté une pétition des commissaires de l'Académie de Caddo, et après lecture faite de ladite pétition elle a été référée au comité de l'éducation publique.

Sur motion de M. Scott de Félicianas, le bill intitulé "Acte pour venir au secours de John Sadle," a été lu pour la 3e fois, et sur motion, après discussion des règles, il a subi sa 3e lecture et a passé.

Le P. m a obtenu la permission de présenter un bill intitulé "Acte pour amender l'acte pour venir au secours de Louis Hebert de la paroisse de Lafayette, et d'autres personnes, approuvé le 4e d'avril 1838.

Ledit bill a subi sa 1re lecture.

Sur motion de M. Downs, le Sénat a pris en considération le bill intitulé : "Acte pour pourvoir à la promulgation des lois de cet Etat et pour d'autres objets."

Ledit bill a subi sa 3e et sa 3e lecture et a passé.

Message de la Chambre.

M. Cuvillier, greffier de la Chambre, a informé le Sénat que la Chambre avait adopté sans concours à la résolution nommant les comités requis pour s'enquérir de l'état et de la conduite des affaires de la paroisse d'Orléans. La première section a été amendée, et le bill tout entier a été enregistré pour une troisième lecture.

Le Président ayant voté pour le rejet, la dite section a été adoptée.

Sur motion de M. Scott de Félicianas, le Sénat a reconsidéré la dite section ; M. Bossier a demandé l'appel nominal sur l'adoption de la dite section, et le résultat a été comme suit :

Pour l'adoption—MM. Bossier, Dupré, Downs, Penn, Porche et White—6 voix.

Pour le rejet—MM. Dupré, Hon, Scott de Félicianas, et Thibodeaux—4 voix.

Le Président ayant voté pour le rejet, la dite section a été adoptée.

Sur motion de M. Scott de Félicianas, le Sénat a reconsidéré la dite section ; M. Bossier a demandé l'appel nominal sur l'adoption de la dite section, et le résultat a été comme suit :

Pour l'adoption—MM. Bossier, Dupré, Downs, Penn, Porche et White—5 voix.

Pour le rejet—MM. Dupré, Hon, Scott de Félicianas et Thibodeaux—4 voix.

En conséquence, la section a été adoptée.

Sur motion, et après disposé des règles, le bill a subi sa 3me lecture et a passé.

Sur motion, le Sénat s'est ajourné à demain, 11 heures du matin.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.
Séance du 30 Janvier 1840.

La Chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

M. Davidson a présenté les résolutions suivantes lesquelles ont subi leur 1re lecture :

"Résolu, &c., Que le comité nommé sur les bills que, soit requis de s'assurer si la Banque de l'Union a prêté à Frédérick Prey, caissier actuel de la Corporation, la somme de quatre-vingt mille piastres ou toute autre somme, à l'effet de le rendre éligible à cette place ou pour tout autre objet dans de sa nomination ou peu de tems auparavant, le dit comité devra s'assurer également de la manière dont le paiement a été garanti et quels sont les Directeurs de l'Etat s'il y en a qui ont donné leur concours au dit emprunt.

"Résolu de plus, &c. Que le comité sur les Banques susdites, soit requis de s'assurer du nombre de prêts actuellement faits par la Branche de la Banque de l'Union, établie à Covington, du nombre des personnes contre lesquelles des prêts ont été institués, du montant pour lequel chaque personne est responsable, et s'il y avait par l'époque que ces prêts ont été faits, d'autre personne ou personnes tous prêts sur hypothèque ou hypothèques ; de ces prêts faits sur hypothèque et si ces hypothèques sont encore sous protêt, sans qu'il y ait eu d'institutions de poursuites,

Sur motion, ordonné que les dites résolutions soient adoptées.

Mr. Muse a présenté la résolution suivante :

"Résolu &c. Que l'avocat général soit requis de fournir à cette Chambre, dans les dix premiers jours de la session actuelle, un état contenant le nombre et le montant des cautionnements (bonds) fournis dans les procédures criminelles du dit district ainsi que le nom des parties au dit cautionnement, et si ces cautionnements ont eu leurs effets depuis l'ajournement de la dernière législature.

Résolu de plus etc., que le greffier de cette chambre soit chargé de transmettre copie de cette résolution à l'avocat général.

Sur motion, ordonné que la résolution soit adoptée.

Mr. Trépagnier a présenté la résolution suivante, laquelle a subi sa première lecture :

Résolu &c., Que les membres de la Chambre et de — membres du Sénat chargé de s'enquérir s'il est vrai ou non — des — leurs nommés Imprimeurs de l'Etat — étrangers et n'ayant pas été naturalisés."

Mr. Lavergne a fait la motion que la résolution soit sur le bureau là dite résolution.

Sur l'adoption de cette motion, il a été demandé l'appel nominal, qui donna le résultat suivant :

Pour l'adoption—MM. Bossier, Downs, Penn, Porche et White—5 voix.

Pour le rejet—MM. Dupré, Hon, Scott de Félicianas et Thibodeaux—4 voix.

En conséquence, la résolution a été adoptée.

Sur motion de M. Briscoe, l'inscription de ce document sur le journal du Sénat est ordonnée.

Après quelques réflexions de M. Muse pour demander que l'on fixât quelque autre jour que celui proposé dans cette instance, M. White présente la résolution suivante qui est adoptée sans opposition.

Résolu que si l'honorable F. X. Bosworth consent librement, par écrit à retrancher au service des citations et au délai accordé par les réglemens du Sénat à la partie accusée, qui il assigne un jour précis pour sa comparution devant le Sénat, siégeant en Cour de justice, à l'effet d'instruire de l'affaire résultant des chefs d'accusation portée contre lui par la Chambre des Représentans, alors le Sénat prendra une décision à ce sujet.

La séance est levée et ajournée à demain, à 11 heures du matin.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.
Séance du 30 Janvier 1840.

La Chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

M. Davidson a présenté les résolutions suivantes lesquelles ont subi leur 1re lecture :

"Résolu, &c., Que le comité nommé sur les bills que, soit requis de s'assurer si la Banque de l'Union a prêté à Frédérick Prey, caissier actuel de la Corporation, la somme de quatre-vingt mille piastres ou toute autre somme, à l'effet de le rendre éligible à cette place ou pour tout autre objet dans de sa nomination ou peu de tems auparavant, le dit comité devra s'assurer également de la manière dont le paiement a été garanti et quels sont les Directeurs de l'Etat s'il y en a qui ont donné leur concours au dit emprunt.

"Résolu de plus, &c. Que le comité sur les Banques susdites, soit requis de s'assurer du nombre de prêts actuellement faits par la Branche de la Banque de l'Union, établie à Covington, du nombre des personnes contre lesquelles des prêts ont été institués, du montant pour lequel chaque personne est responsable, et s'il y avait par l'époque que ces prêts ont été faits, d'autre personne ou personnes tous prêts sur hypothèque ou hypothèques ; de ces prêts faits sur hypothèque et si ces hypothèques sont encore sous protêt, sans qu'il y ait eu d'institutions de poursuites,

Sur motion, ordonné que les dites résolutions soient adoptées.

Mr. Muse a présenté la résolution suivante :

"Résolu &c., Que l'avocat général soit requis de fournir à cette Chambre, dans les dix premiers jours de la session actuelle, un état contenant le nombre et le montant des cautionnements (bonds) fournis dans les procédures criminelles du dit district ainsi que le nom des parties au dit cautionnement, et si ces cautionnements ont eu leurs effets depuis l'ajournement de la dernière législature.

Résolu de plus etc., que le greffier de cette chambre soit chargé de transmettre copie de cette résolution à l'avocat général.

Sur motion, ordonné que la résolution soit adoptée.

Mr. Trépagnier a présenté la résolution suivante, laquelle a subi sa première lecture :

Résolu &c., Que les membres de la Chambre et de — membres du Sénat chargé de s'enquérir s'il est vrai ou non — des — leurs nommés Imprimeurs de l'Etat — étrangers et n'ayant pas été naturalisés."

Mr. Lavergne a fait la motion que la résolution soit sur le bureau là dite résolution.

Sur l'adoption de cette motion, il a été demandé l'appel nominal, qui donna le résultat suivant :

Pour l'adoption—MM. Bossier, Downs, Penn, Porche et White—5 voix.

Pour le rejet—MM. Dupré, Hon, Scott de Félicianas et Thibodeaux—4 voix.

En conséquence, la résolution a été adoptée.

Sur motion, ordonné que les lettres soient adoptées.

La Chambre s'est occupée de la résolution autorisant le gouverneur à affermer les biens sections de terres appartenant aux écoles publiques.

Sur motion, ordonnée que la dite résolution soient adoptées.

Le greffier a été chargé d'en informer le Sénat et d'y demander son concours.

La Chambre s'est occupée de la résolution autorisant le gouverneur à affermer les biens sections de terres appartenant aux écoles publiques.

Sur motion, ordonné que la dite résolution soient adoptées.

Le greffier a été chargé d'en informer le Sénat et d'y demander son concours.

La Chambre s'est occupée du bill intitulé "Acte pour venir au secours du collége de Poydras."

Sur motion ordonné que ledit bill soit fixé à l'ordre spécial du jour de jeudi, 6 février prochain.

Le bill intitulé "Acte pour incorporer une Eglise episcopale et une Congrégation de Methodistes dans la ville de la Nouvelle Orléans" a subi sa seconde lecture et a été adopté.

Sur motion ordonné que ledit bill soit mis au rapport pour être lu une troisième fois.

Sur motion de M. Bullitt que la Chambre se ferait de ses règles et s'occupe du bill intitulé "Acte pour amender les lois de cet Etat relatives à l'accumulation des biens de ceux qui meurent intestats."

Sur motion, ordonné que ledit bill soit mis au rapport.

Sur l'adoption de cette motion, l'appel nominal a été demandé et il a paru que MM. Bullitt, Brashear, Brunet, Carr, Claiborne, Conrad, Cucullu, Dubuclet, Duclozel, Gautier, Gaillier, Gay, Kenner, Lewis, Mayer, Phelps, Pichot, Pugh, Ratliff, Rogers, Thomas, Wadsworth, Wilson et Winchester étaient pour l'affirmative—21 oui.

Et que MM. Bergeron, Byrne, Farmer, Killian, Mollere, Morse, Morton, Preston, Ratliff, Trepagnier, Wilson et Winchester avaient voté dans la négative—11 non.

En conséquence ladite motion a été adoptée.

Sur motion, ordonné que les lettres soient adoptées